

Le Sommet de l'EAC n'a pas été à la hauteur de la crise au Burundi

RFI, 06-07-2015 Burundi : l'EAC redemande un report de la présidentielle Les dirigeants de la Communauté africaine (EAC) ont de nouveau demandé lundi 6 juillet au Burundi de reporter la présidentielle controversée prévue le 15 juillet. Abdoulaye Bathily, le facilitateur sénégalais, a été accusé. Un sommet à minima, boudé par la majorité des chefs d'Etat invités. Une troisième rencontre dont le résultat n'est vraisemblablement pas à la hauteur de la crise qui secoue le pays. [Sur la photo, la délégation burundaise au sommet de l'EAC (de gauche à droite) : le conseiller à la Communication de la présidence Willy Nyamitwe, le ministre en charge des Affaires de l'EAC Létienne Nzeyimana, le ministre des Affaires Etrangères Alain-Aimé Nyamitwe, le président tanzanien Jakaya Kikwete ; le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana]

La première résolution de ce sommet est d'abord la nomination du président ougandais Yoweri Museveni comme facilitateur du dialogue. Viennent ensuite deux autres décisions : le désarmement des milices sous la surveillance d'observateurs militaires de l'Union africaine et une mission des pays des Grands Lacs pour vérifier des allégations de présence de rebelles FDLR au Burundi. Mais la résolution principale est le report des élections présidentielles du 15 au 30 juillet. Et le gouvernement issu de cette élection devra être l'union nationale, avec ceux qui ont participé et ceux qui n'ont pas participé aux élections. Ils demandent enfin l'engagement de ce nouveau gouvernement de respecter l'État de droit et de ne pas modifier la Constitution. La Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) fait en quelque sorte table rase de ce qui s'est passé depuis son dernier sommet : on ne parle plus du troisième mandat, on ne parle pas non plus des élections locales qui se sont tenues récemment. Satisfait du gouvernement burundais à l'issue du sommet, le ministre burundais des Affaires Étrangères, Alain Nyamitwe, se montre optimiste sur le report de l'élection. Rien n'exclut, dit-il, mais il ne l'exclut pas. « Nous sommes, dans l'ensemble, satisfaits des décisions du sommet. Mais il y a quelques techniciens qui sont liés à notre Constitution, qui stipulent en réalité que les élections présidentielles ne peuvent pas se tenir en moins d'un mois avant la fin constitutionnelle du présent gouvernement et donc nous avons ce petit pincement au cœur. Mais en gros nous disons que l'idée est plutôt de nous aider et dans cette perspective nous sommes prêts, peut-être, à faire de notre mieux pour que le pays puisse tenir des élections dans des conditions qui pourraient satisfaire tout le monde. » Au nom de l'opposition présente à Dar es Salaam, Jean Minani déclare que ce sommet ne change rien. « Nous sommes déçus de ces résolutions. Elles n'ont résolu aucun problème. [...] Pour le 15 au 30 juillet, si c'est Nkurunziza qui y va, on vient seulement de lui donner du temps pour faire sa campagne. Ça ne change rien dans le fond. On a rien dit sur les médias. Nous allons rien changer sur notre attitude. Nous restons collés aux résolutions et aux décisions du sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine. Nous allons voir si ces chefs d'Etat qui prennent des décisions sont capables de les mettre en application. » Le facilitateur des Nations unies, Abdoulaye Bathily, lui, affiche sa déception. Selon lui, les chefs d'Etat ne se sont pas montrés à la hauteur et n'ont pas pris la mesure de la gravité de la situation au Burundi. Il dit qu'il a mené sa mission de facilitateur et passe le relais aux pays de la région.